



Direction des Ressources Humaines  
17, avenue Pierre Mendès-France  
75914 Paris cedex 13

**MARCHE N°20255177**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

---

**DISPOSITIF COLLECTIF COUVRANT LES RISQUES DE  
DEPENDANCE DES COLLABORATEURS DE DROIT PRIVE DE LA  
CAISSE DES DEPOTS**

---

## SOMMAIRE

Article 1 – Dispositions générales du contrat .....	3
1.1 – Objet du marché .....	3
1.2 – Décomposition du marché .....	3
1.3 – Montant du marché .....	3
1.4 – Durée du marché .....	3
1.5 – Réalisation de prestation similaire.....	3
Article 2 – Pièces contractuelles du marché .....	3
Article 3 – Protection des données à caractère personnel .....	4
Article 4 – Délai d’exécution .....	4
4.1 – Délais d’exécution .....	4
4.2 – Prolongation des délais .....	4
Article 5 – Conditions d'exécution des prestations .....	5
5.1 – Obligations générales du Titulaire .....	5
5.2 – Obligations de l’Acheteur.....	5
5.3 – Confidentialité.....	5
5.4 – Obligation de conseil et de mise en garde .....	6
5.5 – Conflit d’intérêt.....	7
5.6 – Force majeure .....	7
5.7 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution du marché.....	7
5.8 – Travail clandestin .....	8
Article 6 – Prix du marché.....	8
6.1 – Caractéristiques des prix.....	8
6.2 – Modalités de revalorisation des taux de cotisation .....	8
7.1 – Opérations de vérification.....	8
7.1.1 Opération de vérification de l’initialisation du dispositif de la gestion des flux et de l’étape de pré-affiliation ..	9
7.2 – Décisions après vérification .....	10
Article 8 – Modalités de règlement des comptes .....	10
8.1 – Garanties Financières.....	10
8.2 – Acomptes et paiement.....	11
Article 9 – Pénalités .....	11
9.1 – Conditions générales d’application des pénalités.....	11
9.2 – Pénalités de retard .....	11
9.3 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail .....	11
Article 10 – Responsabilités .....	12
Article 11 – Assurances .....	12
Article 12 – Résiliation du marché.....	12
Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire .....	13
Article 13 – Règlement des litiges et langues .....	13
Article 14 – Clauses relatives aux exigences de sécurité .....	13
14.1 – Hébergement de la Plateforme.....	13
14.2 – Gestion des utilisateurs et de l’accès à la Plateforme.....	14
14.3 – Intégrité et confidentialité des données .....	14
14.4 – Gestion des traces.....	14
Article 15 – Clause de transférabilité.....	14
Article 16 – Informations complémentaires .....	15
16.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT.....	15
16.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l’Acheteur .....	15
16.3 – Information du Titulaire s’agissant de la lutte contre la corruption .....	15
16.4 – Régularité administrative du Titulaire.....	15
16.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales .....	16
Article 17 – Dérogations au CCAG – Fournitures courantes et services. ....	16

## Article 1 – Dispositions générales du contrat

### 1.1 – Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent **le dispositif collectif couvrant les risques de dépendance des collaborateurs de droit privé de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)**.

Les prestations attendues sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le marché est passé par la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts (ci-après « la CDC » ou « l’Acheteur ») est représentée par le Directrice des Ressources Humaines du Groupe.

**Lieu(x) d’exécution** : France Métropolitaine et DROM-COM.

### 1.2 – Décomposition du marché

Le marché n’est pas alloti.

Il sera attribué à un opérateur économique.

### 1.3 – Montant du marché

Le marché est traité à **prix unitaires**, par application des prix indiqués dans l’annexe financière.

### 1.4 – Durée du marché

Le marché est conclu pour une **durée de 5 (cinq) ans à compter du 1er janvier 2026**, avec possibilité pour les deux parties de résilier, par lettre recommandée avec accusé de réception, annuellement à l’échéance du 31 décembre N moyennant un préavis de 2 (deux) mois.

Dans tous les cas, le souscripteur aura la possibilité de demander le maintien des conventions d’assurance aux conditions en vigueur du marché jusqu’au 30 septembre de l’exercice N+1.

### 1.5 – Réalisation de prestation similaire

L’Acheteur pourra confier au Titulaire du marché, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un nouveau marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du marché initial.

## Article 2 – Pièces contractuelles du marché

Les pièces du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- **L’acte d’engagement (AE)** et ses annexes dont :
  - L’annexe financière.
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes dont :
  - L’annexe relative aux règles de sécurité des systèmes d’information (RSSIPS) ;
  - Le cahier des charges Accessibilité et RGAA
  - L’attestation relative aux conflits d’intérêt ;

- L'annexe intitulée « Portail – Bonnes pratiques »
- La plaquette CDC Portail SY
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations de service, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur lors de la remise des offres ;**
- **Les éventuelles réponses aux questions apportées pendant la consultation ;**
- **Le cadre de réponse technique et le mémoire technique du Titulaire (le cas échéant) ;**
- **La convention collective visée dans le CCTP ;**
- **Le questionnaire SAAS.**

Dans les cas où ces documents sont modifiés par voie d'avenants, chaque avenant a un rang identique au document qu'il complète ou modifie.

En concluant le marché avec l'Acheteur, le Titulaire accepte **sans réserve**, le présent CCAP. Toutes conditions générales de vente du Titulaire contraires au présent document sont inopposables à l'Acheteur.

## Article 3 – Protection des données à caractère personnel

Le présent article déroge expressément à l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Chacune des parties s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données personnelles, notamment la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et mise à jour, et le Règlement Général sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (la « Réglementation Protection des Données Applicable »).

Le Titulaire détermine seul les finalités et moyens des traitements de données effectués dans le cadre de la réalisation des prestations, à ce titre, il agit en tant que Responsable de traitement. Par conséquent, il fera son affaire personnelle du respect de ses obligations dans le cadre de la Réglementation Protection des Données Applicable et en particulier :

- d'information préalable des personnes concernées, du recueil de leur consentement, si nécessaire, de la gestion des droits d'accès, de rectification, d'opposition et de radiation des données personnelles relatives à chaque personne concernée ;
- d'intégrer la protection de la vie privée dans la conception et tout au long de la fourniture des prestations ;
- d'assurer la sécurité des Données notamment en adoptant des mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les Données contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité selon le règlement n°2016/679.

## Article 4 – Délai d'exécution

### 4.1 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations et de remise des livrables sont fixés dans le CCTP. Le non-respect de ces délais peut le cas échéant justifier l'application de pénalités. Le montant et les conditions d'application des pénalités éventuellement applicables en cas de non-respect des délais contractuels d'exécution des prestations sont spécifiés à l'article 9 du présent CCAP.

Dans l'hypothèse où, aux termes des Documents Contractuels, plusieurs délais d'exécution différents peuvent être appliqués à une même prestation, le Titulaire s'engage à respecter le délai le plus favorable à l'Acheteur.

### 4.2 – Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions de l'article 14.3 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à cet article, le délai dont dispose le Titulaire pour signaler à l'Acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel est ramené à cinq (5) jours ouvrés.

## Article 5 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché et aux règles en vigueur dans le secteur professionnel concerné.

### 5.1 – Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations du marché conformément aux meilleurs usages de la profession et à fournir à l'Acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés par cette dernière. Les normes et spécifications techniques applicables sont celles en vigueur à la date de notification du présent marché. Sauf stipulation contraire du marché, le Titulaire est tenu d'une **obligation de résultat** quant à la bonne exécution des prestations au regard des stipulations du marché.

Le Titulaire s'engage à prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par l'Acheteur avant ou pendant la réalisation des prestations.

Le Titulaire a obligation de communiquer dans les plus brefs délais à l'Acheteur, toute modification le concernant et survenant au cours de l'exécution du marché telle que, notamment, l'identité de la ou des personnes ayant le pouvoir de l'engager, tous changements relatifs à son entreprise et à son contrôle, tous changements affectant les personnes chargées de l'exécution du marché.

Le Titulaire reconnaît que tout retard ou toute mauvaise exécution des prestations au regard des Documents Contractuels, faisant suite à un changement d'intervenant, constitue un manquement contractuel susceptible d'engager sa responsabilité.

Si les intervenants du Titulaire sont amenés à travailler dans les locaux de l'Acheteur, ils sont alors tenus de respecter les règles de sécurité et de confidentialité transmises par l'Acheteur.

En outre, le Titulaire s'engage à respecter les Règles de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Prestataires de Services (RSSIPS) selon les dispositions de l'annexe au présent CCAP.

Ces intervenants demeurent néanmoins **sous l'autorité hiérarchique du Titulaire**, qui est seul habilité à donner des instructions à ses collaborateurs et, le cas échéant, à les sanctionner. Les prestataires exécutent leurs missions dans des conditions exclusives de tout lien de subordination vis-à-vis de l'Acheteur.

Par ailleurs, les intervenants du Titulaire s'engagent à participer, sur invitation de l'Acheteur, à toutes les réunions de travail relatives à l'exécution des prestations du marché.

Le Titulaire déclare et garantit qu'il dispose ou est investi de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle portant sur les espaces Web. A ce titre, le Titulaire accorde à l'Acheteur et aux bénéficiaires à titre personnel et non exclusif d'un droit d'usage afférent aux espaces web pour le monde entier et pour la durée du Marché. Ce droit d'usage est compris dans le prix du Marché et des prestations associées. Ce droit d'usage permet à l'Acheteur et aux bénéficiaires d'utiliser les espaces web pour les besoins du Marché.

### 5.2 – Obligations de l'Acheteur

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du marché. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

### 5.3 – Confidentialité

Le Titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les documents, informations de quelque nature qu'ils soient, concernant notamment l'Acheteur, qui lui auront été communiqués par quelque moyen que ce soit ou dont il aura eu connaissance à l'occasion de la procédure de mise en concurrence au terme de laquelle il a été sélectionné ou de l'exécution du marché.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pour une durée de deux années après l'expiration du marché pour quelque cause que ce soit.

Le respect de cette obligation de confidentialité sera notamment assuré par les moyens suivants, sous réserve de stipulations particulières :

- ◆ le Titulaire s'engage, au choix de l'Acheteur, à restituer à ce dernier ou à détruire l'intégralité des documents dont il a pu avoir connaissance dans le cadre du contrat. Dans ce cas, le Titulaire devra, à première demande, fournir une attestation à l'Acheteur garantissant qu'il a bien procédé à cette destruction. Il est toutefois autorisé à en conserver une copie unique, à titre d'archive, et uniquement à des fins de respect d'obligations légales, comptables ou réglementaires ; cette copie doit être conservée dans des conditions strictes de confidentialité ;
- ◆ les éventuels moyens informatiques mis en œuvre par le Titulaire pour l'exécution de ses obligations contractuelles, et notamment les postes de travail et outils de sauvegarde, seront conformes aux règles de sécurité définies par l'Acheteur ; sauf procédure exceptionnelle approuvée par l'Acheteur, il ne sera pas utilisé de support de stockage magnétique ou électronique externe (clé USB, disque amovible ou autre) ;
- ◆ le Titulaire prend tous les précautions d'usage pour la protection et l'intégrité des données et informations, et aux éléments auxquels il a accès dans le cadre du marché. Il prend par ailleurs toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident pour les éventuels services en ligne qu'il met en œuvre pour l'exécution de ses obligations contractuelles ;
- ◆ il s'engage également à ne pas dupliquer, ni copier, ni reproduire de quelque manière que ce soit les documents qui contiennent des informations confidentielles sans l'accord préalable et écrit de l'Acheteur.

Le Titulaire est relevé de ces engagements vis-à-vis de toute information confidentielle :

- entrée dans le domaine public en l'absence de toute faute qui lui soit imputable ;
- dont la divulgation à un tiers a été autorisée par l'Acheteur, par un écrit adressé spécifiquement au Titulaire ;
- que la loi ou la réglementation fait obligation au Titulaire de communiquer.

Le Titulaire garantit le respect de cette obligation de confidentialité tant par ses dirigeants que par ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels, et tout autre tiers participant à un titre quelconque à l'exécution des prestations ou à la réalisation des Livrables, tels que définis dans le présent marché, auxquels il aurait été autorisé par l'Acheteur à communiquer des informations confidentielles, et s'engage à ce titre à conclure avec les sous-traitants ou sous contractants et autres tiers concernés un accord de confidentialité contenant des exigences au moins aussi contraignantes que celles du présent article.

## 5.4 – Obligation de conseil et de mise en garde

Le Titulaire informe régulièrement le représentant de l'Acheteur de l'avancement de la réalisation des prestations, a minima et le cas échéant dans les conditions fixées dans le CCTP.

Le Titulaire est tenu, à l'égard de l'Acheteur, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'Acheteur, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée. Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du Titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine de prestations objet du marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'Acheteur.

A ce titre, le Titulaire s'engage :

- à alerter l'Acheteur sur tout événement, imputable à ce dernier ou à un tiers, tout choix ou toute demande effectuée par l'Acheteur, dont le Titulaire a directement ou indirectement connaissance, qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les conditions d'exécution du marché ;
- à contrôler tous les documents et informations qui lui sont communiqués par l'Acheteur ou une personne désignée par celui-ci afin de s'assurer de leur cohérence et complétude et, le cas échéant, mettre en garde l'Acheteur sur toute erreur ou oubli relevé dans ces documents ou informations ;
- à faire bénéficier l'Acheteur de ses conseils et de son assistance technique pour tout incident et, en particulier, à intervenir immédiatement à la demande de l'Acheteur et à proposer tout complément, toute variante ou amélioration des prestations et des méthodes et règles adoptées qui lui sembleraient recommandables ou souhaitables ;

- à ne soumettre à l'Acheteur aucune proposition contraire à la réglementation et législation applicable aux prestations définies au CCAP.

L'Acheteur s'engage à fournir au Titulaire, à titre strictement confidentiel, toutes informations en sa possession de nature à lui permettre la meilleure connaissance possible de ses besoins dans le cadre du présent marché. D'une manière générale, il s'engage à mettre à la disposition du Titulaire, tous documents et informations nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Le Titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'Acheteur, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation ou la perte de droits exclusifs.

En cas de mise en cause de la responsabilité du Titulaire du fait d'un manquement allégué à son obligation de conseil et de mise en garde, il appartient au Titulaire d'apporter la preuve de l'absence de manquement ou de faute de sa part.

## 5.5 – Conflit d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, qui est défini comme :

« Une situation dans laquelle un membre de l'équipe proposée se trouve, dans le cadre de ses activités, confronté à des intérêts divergents ou non strictement alignés et dont au moins l'un d'eux pourrait corrompre la motivation à agir sur les autres, ou donner cette impression. Il peut s'agir d'un désalignement entre plusieurs intérêts professionnels ou entre des intérêts personnels et professionnels. Au-delà de la diversité des situations possibles, celles-ci ont en commun l'atteinte portée à l'objectivité de la prise de décision ou dans l'accomplissement des missions. »

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent marché toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

Lors de la remise de son offre, le titulaire a remis une attestation précisant que l'entreprise, personne morale certifiée pour elle et pour les membres de son équipe qu'il n'y pas de situation de conflit d'intérêt. Ce document devra être réactualisé, si nécessaire en cas de changement de membre de l'équipe.

## 5.6 – Force majeure

En cas de force majeure, les parties ne peuvent être tenues pour responsables de l'inexécution des obligations qui leur incombent en vertu du marché, et aucune pénalité, astreinte ou indemnisation quelconque ne sera due.

En cas d'évènement ayant le caractère de force majeure, il appartient à la partie empêchée d'exécuter les obligations contractuelles suivantes, sous peine de ne pouvoir s'en prévaloir, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la survenance de l'évènement :

- de notifier à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception la survenance de l'évènement en justifiant son caractère de force majeure ;
- d'en indiquer la durée prévisible ;
- d'informer l'autre partie des dispositions prises ou qu'elle compte prendre.

L'exécution du marché est alors suspendue pendant la durée dudit cas de force majeure et reprend ensuite son cours.

Si, du fait de l'évènement ayant le caractère de force majeure, la partie concernée est empêchée d'exécuter ses obligations pendant une durée supérieure à deux (2) semaines, l'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché, cette stipulation étant exclusive de l'attribution de tout dommage et intérêt de la part de l'Acheteur au Titulaire.

De façon expresse, sont considérés comme cas de force majeure, ceux habituellement qualifiés de tels par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaire.

## 5.7 – Recours par le Titulaire à des tiers pour l'exécution du marché

Le Titulaire est autorisé à recourir à des tiers, et notamment à des sous-traitants selon les dispositions des articles L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique pour l'exécution de parties du marché sous réserve d'en avoir préalablement informé l'Acheteur, et, lorsque les tiers auquel le Titulaire envisage de recourir ont la qualité de sous-traitants au sens de la loi précitée, d'avoir fait accepter ces tiers et agréer leurs conditions de paiement par l'Acheteur.

Le Titulaire n'est pas autorisé à confier à des tiers l'exécution de l'intégralité du marché.

En cas de recours à des tiers, le Titulaire reste seul et unique responsable à l'égard de l'Acheteur de l'exécution du marché y compris pour les parties dont il n'assure pas lui-même l'exécution.

Le Titulaire s'engage à ce que les tiers auquel il a recours pour l'exécution du marché, en ce compris les sous-traitants, respectent les exigences résultant des documents contractuels, notamment en termes de qualité, de confidentialité, de sécurité et de respect de la législation, et à ce que ces exigences soient reprises, dans des termes au moins aussi contraignants que ceux du marché, dans les contrats qu'il conclut avec ces tiers.

Si le Titulaire entend recourir à un ou plusieurs tiers de nationalité étrangère, il communique préalablement à l'Acheteur une déclaration du ou des tiers concernés, permettant de les identifier clairement et ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution du marché » **Dispositif collectif couvrant les risques de dépendance des collaborateurs de droit privé de la CDC** ». Mes demandes de paiement (=prélèvements) seront libellées dans la monnaie de compte du marché et soumises aux modalités du présent cahier des charges. Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »*

Dans le cas où le ou les tiers concernés ont la qualité de sous-traitant, cette déclaration est communiquée à l'Acheteur avec le formulaire de déclaration de sous-traitance (formulaire Cerfa DC4) selon les dispositions de l'article 3.6 du C.C.A.G. – F.C.S.

## 5.8 – Travail clandestin

Le Titulaire s'engage à ce que les personnes affectées à la réalisation des prestations du marché soient régulièrement employés au regard de la législation et en particulier du Code du travail. Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et il reste responsable du respect de celle-ci.

Le Titulaire s'engage également, dans le cas où il aurait l'intention de faire appel, pour la réalisation des prestations du marché, à des salariés de nationalité étrangère, à ce que ces salariés soient lors de leur intervention autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

## Article 6 – Prix du marché

### 6.1 – Caractéristiques des prix

Les prestations sont **réglées par des prix unitaires par application aux quantités réellement exécutées** des prix indiqués dans l'annexe financière.

Dans tous les cas, les prix toutes taxes comprises sont réputés comprendre la réalisation de la totalité des tâches et la fourniture de la totalité des livrables dus par le Titulaire au titre de la prestation concernée, et plus généralement tous les frais et charges nécessaires à une exécution de la prestation concernée conforme aux stipulations contractuelles, y compris les marges pour risques et les marges bénéficiaires et frais professionnels ainsi que toutes les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle sur les livrables.

### 6.2 – Modalités de revalorisation des taux de cotisation

Les propositions d'évolution de cotisations seront transmises à la Caisse des dépôts et consignations avant le 31 août de chaque année sur la base des éléments de prestations constatés à la fin juillet de l'année en cours.

Les différentes demandes de revalorisations de cotisations seront soumises à l'accord de la Caisse des dépôts et consignations.

### 7.1 – Opérations de vérification

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S., les opérations de vérification sont effectuées en 2 temps. Lors de l'exécution des prestations des vérifications provisoires sont conduites, puis annuellement sur la base des rapports remis à la CPPS, la CDC procède à une vérification finale des prestations.



### **7.1.1 Opération de vérification de l'initialisation du dispositif de la gestion des flux et de l'étape de pré-affiliation**

Outre le dispositif décrit ci-dessus, à l'initialisation du dispositif, les opérations de vérification d'initialisation de la gestion des flux de données et d'initialisation de l'étape de pré-affiliation et de gestion du contrat du bénéficiaire décrite au CCTP, se dérouleront comme suit.

#### **7.1.1.1 Ces opérations de vérifications comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.**

- La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche par le titulaire. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

Cette constatation peut aussi résulter de l'exécution, dans les conditions fixées par le marché, d'un ou de plusieurs programmes ou bancs d'essais déterminés conjointement entre l'acheteur et le titulaire. L'acheteur arrête sa décision selon les modalités précisées à l'article 7.1.1.2 ci-après. Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

- La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché. La régularité du service s'observe pendant trente jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

#### **7.1.1.2 Décisions après vérification**

- A l'issue de la vérification d'aptitude, le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de trente jours à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 7.1.1.3 ci-après.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande de l'acheteur.

- A l'issue de la vérification de service régulier, l'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de trente jours ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

#### **7.1.1.3 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

- Admission : L'acheteur prononce l'admission des prestations, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission. En cas d'admission tacite,

l'admission prend effet au terme du délai de sept jours, mentionné à l'article 7.1.1.2

- Ajournement : Lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans un délai de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées au présent article aux alinéas réfaction ou rejet, dans un délai de quinze jours courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours, ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l'acheteur au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des prestations.

- . Si le titulaire présente à nouveau les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, l'acheteur dispose à nouveau de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

- . Dans le cas où les opérations de vérification ont été effectuées dans les locaux de l'acheteur, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement, pour enlever les biens ayant fait l'objet de la décision d'ajournement.

Passé ce délai, les biens vérifiés peuvent être évacués ou détruits par l'acheteur, aux frais du titulaire. Les prestations ajournées, dont la garde dans les locaux de l'acheteur présente un danger ou une gêne insupportable, peuvent être immédiatement évacuées ou détruites, aux frais du titulaire, après que celui-ci en a été informé.

- Réfaction : Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

A défaut d'une telle notification, l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaire et l'admission est réputée sans réfaction.

- Rejet : Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total. La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché. Le titulaire dispose d'un délai de trente jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par l'acheteur, aux frais du titulaire.

## **7.2 – Décisions après vérification**

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prononcée par le représentant de l'acheteur habilité à cet effet dans les délais de l'article 28.2 et dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

# **Article 8 – Modalités de règlement des comptes**

## **8.1 – Garanties Financières**

Il n'est pas exigé du Titulaire qu'il produise une garantie financière pour l'exécution du marché.

## 8.2 – Acomptes et paiement

Le présent marché ne donnera lieu à aucune facturation.

Pour le dispositif à adhésion obligatoire, les cotisations seront prélevées sur les bulletins de paie des adhérents.

Au contraire, pour le dispositif à adhésion facultative, le paiement se fera directement entre les adhérents et le Titulaire.

## Article 9 – Pénalités

### 9.1 – Conditions générales d'application des pénalités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalités.

Les pénalités peuvent être cumulées. Toutefois, le montant des pénalités appliquées au Titulaire en cours d'exécution du marché, hors pénalités appliquées au titre des articles 9.3 du présent CCAP, ne peut pas être supérieur à 20% des frais de gestion sur l'exercice considéré.

Dans le cas où le plafond de pénalité mentionné à l'alinéa précédent est atteint, l'Acheteur peut procéder par courrier recommandé, à la résiliation de plein droit du marché pour manquement du Titulaire à ses obligations contractuelles, dans les conditions prévues à l'article 41 « Résiliation pour faute du Titulaire » du CCAG-F.C.S.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. De même, la non-réclamation ou la non-facturation des pénalités ne peut être interprétée comme une renonciation de l'Acheteur à appliquer ces dernières.

Nonobstant l'application des pénalités, l'Acheteur se réserve le droit de demander des dommages et intérêts à titre d'indemnisation du préjudice subi résultant du manquement contractuel constaté.

### 9.2 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G-F.C.S., les pénalités suivantes s'appliquent :

Libellé	Unité de mesure	Plafond	Pénalité de retard
<b>Engagement de qualité de gestion</b> (dans le respect des délais plafonds présentés au CCTP)			
- Rédaction et impression de la notice d'information – à compter de la fixation de l'ensemble des paramètres (garanties et tarifs) (en jour)	Jour	Au plus tard 30 jours après la notification du marché	500 €
- Réponse aux demandes d'information dès réception de la demande (courrier ou mail) (en jour)	Jour	5 jours	50 € / demande
Taux de décroché des appels téléphoniques ou de rappel dans l'heure (call back) des bénéficiaires (en fonction des heures d'ouverture) (en %)	%	90%	500 € en deçà du plafond prévu
- Délais de mise en œuvre de la prestation de dépendance (en jour) à réception du dossier complet	Jour	15 jours	500 €
- Engagement de transfert des données au nouveau titulaire éventuel dans les 6 mois à compter de la résiliation	Mois	6 mois	750 € / jour

### 9.3 – Pénalité pour non-respect de la législation du travail

En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à **5 %** du montant cumulé HT des cotisations émises en exécution du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Ces pénalités ne sont mises en œuvre qu'après que le Titulaire ait été mis en demeure de se conformer à ses obligations contractuelles ou de présenter ses observations, dans un délai fixé par l'Acheteur.

## Article 10 – Responsabilités

Le Titulaire est responsable, conformément au droit commun, de tout manquement à ses obligations contractuelles dans le cadre de l'exécution du marché.

D'un commun accord, les Parties conviennent que la responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour les conséquences des **dommages directs** causés à l'Acheteur du fait d'un manquement quelconque du Titulaire à ses obligations contractuelles, frais de remplacement de matériels ou de logiciels, l'atteinte à la renommée de l'Acheteur, les pertes d'investissements ou de chance, les pertes de données de l'Acheteur étant notamment considérés comme des dommages directs.

Au cas où la responsabilité du titulaire serait engagée en cas de manquements à ses obligations contractuelles, l'Acheteur sera en droit d'obtenir réparation des préjudices en résultant, quel que soit le fondement, dans la limite, sauf faute lourde ou dolosive, d'une fois et demie le montant des sommes versées par l'Acheteur au titulaire dans le cadre du présent marché.

Les Parties conviennent que les stipulations du présent article sont applicables en cas de manquement ou négligence du Titulaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Les Parties ne pourront pas voir leur responsabilité engagée au titre des préjudices indirects au sens des dispositions de l'article 1231-4 du Code Civil.

## Article 11 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG- F.C.S, tout Titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de **quinze (15) jours** à compter de la notification du marché et ainsi que tous les ans jusqu'à la fin d'exécution du marché avant tout commencement d'exécution, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de sa responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité civile professionnelle lui incombant en cas de non-respect de ses obligations contractuelles, et garantissant les conséquences de toutes fautes ou dommages pouvant être causés à l'Acheteur et/ou son personnel dans le cadre de l'exécution du marché.

Le Titulaire doit donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

Les montants de garantie prévus dans les polices d'assurances sont considérés comme des minima et ne peuvent en aucun cas constituer une limite à la responsabilité du Titulaire, ni être considérés comme un accord de l'Acheteur pour substituer sa responsabilité financière au-delà des montants prévus.

Le Titulaire devra en conséquence transmettre une copie de son attestation d'assurance précisant qu'il est à jour du paiement de ses primes sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux.

En cours d'exécution du marché, cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes de la police, le Titulaire du marché s'engage à en informer l'Acheteur, à la même adresse, dans un délai **d'un (1) mois**. L'Acheteur se réserve le droit de résilier le marché s'il juge la nouvelle police insuffisante.

À tout moment durant l'exécution des prestations, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

## Article 12 – Résiliation du marché

Outre les cas de résiliation du marché prévus aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS, les deux parties ont la possibilité de résilier le marché annuellement à l'échéance du 31 décembre, moyennant un préavis de deux (2) mois, notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous les cas, le souscripteur pourra demander le maintien des conventions d'assurance aux conditions en vigueur jusqu'au 30 septembre de l'exercice N+1.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par l'Acheteur, le Titulaire ne perçoit aucune indemnisation, sous réserve des frais et investissements engagés spécifiquement pour l'exécution des prestations prévues au présent marché, sur justificatif dûment fourni.

L'Acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution d'une prestation ne souffrant aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute.

En cas de résiliation du présent marché, le Titulaire devra respecter les conditions prévues à l'article 15 du présent document relatif à la clause de transférabilité.

Le Titulaire pourra également résilier les garanties souscrites :

- En cas de non-paiement de la cotisation (article L.113-3 du Code des assurances), si le défaut de paiement est imputable à l'administration ;
- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque, à la souscription ou en cours de contrat.

## Conditions en cas de redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'Acheteur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'Acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un (1) mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du Titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le Titulaire, à aucune indemnité.

## Article 13 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy (75004 Paris) est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Pour information, le numéro de TVA intracommunautaire de la CDC est le : FR 77 180 020 026.

## Article 14 – Clauses relatives aux exigences de sécurité

Conformément aux dispositions du CCTP, le Titulaire doit proposer des espaces web, des fonctionnalités web internet / intranet ainsi qu'une application mobile de gestion accessible par les services RH et / ou les bénéficiaires (si après dénommés ensemble la « Plateforme »).

### 14.1 – Hébergement de la Plateforme

L'Acheteur souhaite idéalement un hébergement des données dans un cloud « souverain » qui garantisse l'immunité contre toute réglementation extracommunautaire :

- Le stockage et le traitement des données doivent être réalisés sur des sites localisés au sein de l'Union Européenne (UE) ;
- Le candidat décrit la solution d'hébergement de sa solution (données et traitements) : sites de production, sites de back-up, sites de sauvegarde, si ces sites relèvent de sa propriété ou de celles de sous-traitants, la localisation géographique de ces sites ;

- Le candidat décrit les certifications relatives à sa solution d'hébergement (par exemple SecNumCloud) – une offre avec une certification SecNumCloud sera privilégiée dans la cadre de cette prestation.

Le Titulaire s'engage à proposer une solution qui corresponde au mieux à ces critères.

## 14.2 – Gestion des utilisateurs et de l'accès à la Plateforme

Le Titulaire doit sécuriser les accès à la plateforme et mettre à disposition une gestion des identités et habilitations de chaque utilisateur.

Les accès à la Plateforme doivent pouvoir être authentifiés *via* une solution d'authentification multi facteurs.

En particulier la gestion des mots de passe devra se conformer aux règles suivantes :

- Les mots de passe sont entièrement confidentiels et le premier mot de passe fourni fait obligatoirement l'objet d'un changement par l'utilisateur dès sa première connexion : avec une politique de gestion des mots de passe associée (règles sur la longueur minimale et la complexité)
- Le Titulaire prévoit une solution sécurisée de récupération de mot de passe en cas de perte de celui-ci ;
- Le contrôle des accès peut en outre être renforcé par le biais de mesures complémentaires tel qu'un filtrage par adresse IP ;

Le candidat décrit aussi les solutions de délégation d'authentification qu'il peut mettre en place.

## 14.3 – Intégrité et confidentialité des données

Le prestataire doit garantir la confidentialité et l'intégrité des données stockées et échangées sur sa plateforme.

L'Acheteur pourra faire procéder par lui-même ou par un organisme de son choix à des tests d'intrusion et de corruption sur les données contenues dans la Plateforme ;

- Le candidat décrit quels sont les mécanismes qui permettent d'assurer la confidentialité et l'intégrité des données stockées sur sa solution (données au repos et en sauvegarde) / Les solutions de chiffrement ou de masquage utilisées.
- Le candidat décrit quels sont les mécanismes qui permettent d'assurer la confidentialité et l'intégrité des données en transit / Les solutions de chiffrement ou de masquage utilisées.

Le Titulaire s'engage à :

- Mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de garantir le bon fonctionnement des espaces web mis à disposition, ainsi que d'empêcher toute accès non autorisé aux données et garantir leur intégrité ;
- Mettre en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès aux données aux seules personnes autorisées ou habilitées par l'Acheteur ou, pour le Titulaire, appelées à en connaître pour l'exécution du présent Marché ;
- Prendre toutes les mesures permettant, à la suite d'un incident, la restauration dans leur intégrité des données affectées par ledit incident. Il prend à sa charge toute restauration des données, sauf si l'atteinte à l'intégrité des données est imputable à l'Acheteur. Il s'engage à informer l'Acheteur de l'avancement du traitement de l'incident de sécurité.

## 14.4 – Gestion des traces

Le Titulaire doit mettre à disposition une gestion des traces techniques et applicatives.

Le candidat décrit les dispositifs de trace et précise les types d'événements pouvant donner lieu à des traces, le niveau de granularité et les modalités de consultation.

## Article 15 – Clause de transférabilité

**Quatre (4) mois avant la date d'anniversaire du marché**, le titulaire doit rendre accessible et exportable sur une plateforme électronique sécurisée l'ensemble des connaissances et des documents dont il dispose.

Au terme du marché, que ce soit à la fin de la dernière période ou à la suite d'une non-reconduction ou d'une résiliation, le titulaire doit avoir transféré à l'acheteur ou, sur décision de ce dernier, au nouveau prestataire les connaissances et les documents dont il dispose, sous un format électronique (format xls). Ce transfert doit contenir les données les plus

récentes du mois qui précède ce terme. Le titulaire doit ensuite faire basculer la responsabilité opérationnelle, c'est-à-dire restituer les actifs, matériels, voire les logiciels spécifiques et les données.

Le titulaire doit assister l'acheteur et transférer le savoir-faire pour l'exploitation informatique.

En cas de résiliation du contrat, l'Acheteur peut demander le transfert des provisions mathématiques auprès du nouvel organisme assureur. Le montant des provisions transférées au nouvel assureur est déterminé en fonction de la législation, des tables et du taux technique en vigueur à la date du transfert.

## Article 16 – Informations complémentaires

### 16.1 – Information du Titulaire sur l'assujettissement de la CDC à la LCB-FT

L'Acheteur est, aux termes de l'article L. 561-2, 1° du Code Monétaire et Financier (CMF), assujetti aux obligations de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT). La Caisse des Dépôts relève, dans ce domaine, du contrôle direct de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), conformément à l'article L. 561-36 du CMF.

Le Titulaire est informé que l'Acheteur, dans le cadre de la réglementation sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, est soumis à des obligations de vigilance, de contrôle et de déclaration.

En application de ladite réglementation, l'Acheteur peut être tenu, notamment, de fournir aux autorités de contrôle les documents relatifs à l'identité de ses cocontractants ainsi que, le cas échéant, les caractéristiques des opérations effectuées par ces derniers.

### 16.2 – Information sur le dispositif de déontologie de l'Acheteur

L'Acheteur est doté d'un Code de déontologie édictant des principes et des règles de déontologie et de bonne conduite et le tient à disposition du Titulaire. À titre informatif, le Titulaire peut communiquer à l'Acheteur tout document faitier (code, charte, etc.) propre à son organisation interne dans ce domaine.

Le Titulaire informe ses employés, ses sous-traitants ou autres sous-contractants éventuels que les agents de l'Acheteur ne sont pas autorisés à recevoir des cadeaux ou avantages de la part de tiers, y compris lorsqu'ils sont offerts en guise de remerciements ou en tant que simple usage de courtoisie.

En outre, conformément aux dispositions du Code de déontologie, les prestataires intervenant pour le compte de l'Etablissement public disposent de la faculté d'exercer un droit d'alerte auprès du Déontologue du Groupe CDC. Les conditions de l'exercice de ce droit d'alerte sont précisées dans une procédure spécifique tenue à disposition du Titulaire.

### 16.3 – Information du Titulaire s'agissant de la lutte contre la corruption

L'Acheteur met en œuvre une politique de lutte contre la corruption et le trafic d'influence par le déploiement de dispositifs visant à conduire ses activités dans le strict respect de la réglementation.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, il est attendu du Titulaire qu'il respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et les manquements à la probité et notamment les dispositions de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 dès lors qu'il est y est assujetti.

### 16.4 – Régularité administrative du Titulaire

**Les documents à produire par le Titulaire sont à remettre sur [www.provigis.com](http://www.provigis.com), plateforme de la société PROVIGIS mandatée par la CDC pour la collecte des documents légaux. Le service de dépôt de documents est gratuit.**

Le Titulaire produira ainsi **tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché** :

1) Les pièces prévues aux articles D. 8222-5, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 (si cocontractant établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale : **attestation URSSAF.**



• Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, un **justificatif d'immatriculation** qui pourra être l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

2) Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et en application des articles L.8254-1 et D.8254-2 à 5 du Code du travail, le document suivant est également à produire :

• **La liste nominative des salariés étrangers** employés par le candidat et **soumis à autorisation de travail** mentionnée à l'article L.5221-2<sup>o</sup> du Code du travail (ou attestation sur l'honneur en cas de non-emploi). Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le Titulaire établi dans un État autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les États où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

## 16.5 – Prise en compte des préoccupations environnementales

Le Titulaire s'efforce, dans le cadre de l'exécution du marché, de prendre en compte les préoccupations environnementales et met en œuvre, lors de l'exécution de ses obligations, tout moyen dont il dispose qui soit de nature à limiter l'impact de son action sur l'environnement.

En particulier, le Titulaire veille à respecter les prescriptions suivantes :

- il communique à l'Acheteur, sauf demande contraire de ce dernier ou clause contraire, tout document ou livrable au format électronique, à moins que cela ne soit pas compatible la finalité de ce document ou de ce livrable ;
- pour tout document ou livrable qui ne peut être communiqué par voie électronique, il assure la qualité environnementale de l'impression : papier écoresponsable (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible), encres végétales, réduction des substances toxiques, sauf clause contraire ou demande contraire de l'Acheteur et à moins que cela ne soit pas compatible avec la finalité de ce document ou de ce livrable
- il intègre dans ses rapports des recommandations liées au développement durable (aspects sociaux, sociétaux et environnementaux) dès que ces éléments sont opportuns ;
- il favorise les déplacements en transport en commun, notamment en train. Les déplacements en avion doivent être exceptionnels ;
- il privilégie les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence, audioconférence) ;
- il prévoit une extinction complète des systèmes d'éclairage dans les bureaux aux horaires non travaillés ;
- il met en place une politique de sobriété numérique (par exemple : tri des données, alimentation des serveurs, stockage sur les réseaux, gestion des mails et envois raisonnés).

## Article 17 – Dérogations au CCAG – Fournitures courantes et services.

- L'article 3 déroge à l'article 5.2 du CCAG-F.C.S.
- L'article 4.2 déroge à l'article 14.3 du CCAG – F.C.S.
- L'article 7.1 déroge aux articles 27, 28 et 29 du CCAG – F.C.S.
- L'article 9.2 déroge à l'article 14 du CCAG – F.C.S.



- L'article 12 déroge à l'article 42 du CCAG – F.C.S.